

DEMANDE D'AVANCE REMBOURSABLE RELATIVE AUX CONSEQUENCES DE L'INFLUENZA AVIAIRE POUR LES ENTREPRISES AYANT UNE ACTIVITE SIGNIFICATIVE D'ABATTAGE, DE TRANSFORMATION OU DE SERVICES DE LA FILIERE PALMIPEDES

Décision de FranceAgriMer INTV-SANAEI-2016-31

Ce formulaire vous permet de déposer une demande en ligne auprès de FranceAgriMer. Veuillez prendre connaissance de la notice explicative N° 52094#01 avant de compléter les zones de saisie.

- 1) Téléchargez le formulaire Cerfa sur votre poste de travail et enregistrez-le sous le nom "CERFA.PDF"
- 2) Complétez le formulaire, vérifiez les éléments saisis et sauvegardez le fichier sur votre poste
- 3) Imprimez le formulaire, faites le signer au représentant légal de l'entreprise et à la structure qui certifie les données
- 4) Scannez les documents : formulaire signé (enregistré sous un nom commençant par "CERFA_SCAN") + justificatifs à joindre à votre demande
- 5) Rendez-vous sur le site internet de FranceAgriMer - adresse <https://portailsve.franceagrimer.fr/sve-presentation/vues/publique/choix-theme.xhtml?idTheme=224> - afin de déposer votre dossier complet : fichiers CERFA.PDF + CERFA_SCAN + justificatifs

Date de dépôt du dossier complet : au plus tard le 31 octobre 2016

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR EN SOCIETE

UNE SEULE DEMANDE PAR NUMERO SIREN. Si la demande concerne plusieurs établissements, veuillez indiquer ici le numéro SIRET, la raison sociale et l'adresse du siège.

N° SIRET (obligatoire) : _____

Raison sociale : _____



Adresse : _____

Code postal : _____ Commune : _____

Forme juridique : _____

COORDONNEES DE LA PERSONNE A CONTACTER

Nom : _____ Prénom : _____

 : _____  : _____

Fixe

Mobile

Mél : _____

COORDONNEES BANCAIRES

Code Banque : _____

Code guichet : _____

Numéro de compte : _____

Clé RIB : _____

Nom du titulaire : _____

CRITERES D'ELIGIBILITE

Veillez cocher la case ci-dessous correspondant à l'activité de votre entreprise :

- Abattage/transformation
- Services

TAUX DE SPECIALISATION

(A REMPLIR UNIQUEMENT SI MON ENTREPRISE A UNE ACTIVITE D'ABATTAGE/TRANSFORMATION)

1/ Calcul du taux d'approvisionnement en palmipèdes issus de la zone de restriction (ZR)

En milliers d'euros (K€)	Année civile 2015
Approvisionnement en palmipèdes toutes origines [A]	
Approvisionnement en palmipèdes issus de la ZR [B]	
Taux d'approvisionnement palmipèdes issus de la ZR [C = B / A (%)]	

2/ Calcul du taux de spécialisation

En K€,	Année civile 2015
Chiffre d'affaires total [D]	
dont chiffre d'affaires issu de l'activité palmipèdes totale [E]	
dont chiffre d'affaires issu de l'activité palmipèdes en provenance de la ZR [F = C x E]	
Taux de spécialisation en activité palmipèdes issus de la ZR [G= F/D (%)]	

TAUX DE SPECIALISATION

(A REMPLIR UNIQUEMENT SI MON ENTREPRISE A UNE ACTIVITE DE SERVICES)

En K€,	Année civile 2015
Chiffre d'affaires total [D]	
dont chiffre d'affaires issu de l'activité réalisée auprès d'une clientèle d'élevage/abattage/transformation de palmipèdes domiciliée en ZR [F]	
Taux de spécialisation en activité palmipèdes issus de la ZR [G = F / D (%)]	

MONTANT DE L'AVANCE DEMANDEE ET ESTIMATION DE L'EQUIVALENT-SUBVENTION BRUT (ESB)

Veillez indiquer **les montants en € sans décimales**

Montant maximum de l'avance égal à 8% du chiffre d'affaires de l'année civile 2015 réalisé en lien avec la filière palmipèdes approvisionnée en ZR [8% x F x 1000]	
Dégradation de trésorerie entre le 1 ^{er} janvier 2016 et le 31 août 2016 exprimée par le plan de trésorerie	
Montant de l'avance demandée, <i>plafonnée à 2 000 000 €</i>	
Cotation Banque de France (pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires de plus de 750 000 €)	
Estimation de l'ESB correspondant d'après l'abaque proposé (*) Cet ESB est à reporter dans le calcul des <i>de minimis</i> de l'année et ne doit pas aboutir au dépassement des plafonds. (cf. annexes 3 et 3bis de la notice explicative).	

(*) Prendre la borne supérieure de l'intervalle auquel appartient l'avance demandée

CERTIFICATION DES DONNEES

Nom du commissaire aux comptes, de l'expert-comptable ou du centre de gestion agréé :

 : _____

Personne responsable du dossier : _____

J'atteste sur l'honneur de la sincérité des éléments renseignés ci-dessus

Signature et cachet :

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je soussigné (nom et prénom) : _____
responsable légal de la société :

- **Demande à bénéficier de l'aide sous forme d'avance remboursable relative à la compensation des pertes des entreprises de l'aval de la filière palmipèdes ayant subi un préjudice du fait de l'influenza aviaire.**
- **Atteste sur l'honneur :**
 - l'exactitude des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes,
 - avoir pris connaissance de la décision du Directeur général de FranceAgrimer, INTV-SANAEI-2016-31,
 - être à jour de mes obligations fiscales et sociales au 31 décembre 2015,
 - que mon entreprise et ses installations sont en conformité avec les réglementations sanitaire, environnementale et sociale en vigueur,
 - avoir pris connaissance des sanctions encourues en cas de non respect des dispositions de la présente décision,
 - n'avoir fait qu'une seule demande d'aide dans le cadre de cette mesure,
 - que mon entreprise n'est pas en cours de procédure collective ou ne remplit pas les conditions de soumission à une procédure collective d'insolvabilité à la demande de ses créanciers
- **M'engage à :**
 - conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 exercices fiscaux à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire,
 - autoriser mon centre comptable à communiquer à l'administration tous les éléments nécessaires à l'étude et au contrôle de mon dossier,
 - rembourser l'avance perçue en 3 annuités égales chacune à un tiers de l'avance, à verser au plus tard les 1^{er} septembre 2018, 1^{er} septembre 2019 et 1^{er} septembre 2020.
- **Autorise FranceAgriMer :**
 - à recueillir les données utiles au traitement de ma demande auprès de l'INSEE et d'InfoGrefe ainsi que les attestations de régularité sociale et fiscale, en application l'article 16 A-III de la loi du 12 avril 2000 qui précise « Lorsque les informations ou données nécessaires pour traiter la demande présentée par une entreprise ou la déclaration transmise par celle-ci peuvent être obtenues directement auprès d'une autre autorité administrative dans les conditions prévues au I, une attestation sur l'honneur du représentant de l'entreprise de l'exactitude des informations déclarées se substitue à la production de pièces justificatives »

MENTIONS LEGALES

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et en particulier ses articles 39 et 40, s'applique à cette publication et me donne droit d'accès et de rectification pour les données me concernant, en m'adressant à la direction gestionnaire.

L'article 441-6 du code pénal puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende, le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète.

LISTES DES DOCUMENTS OBLIGATOIRES A JOINDRE A LA PRESENTE DEMANDE

Je joins à la présente demande les pièces justificatives dont je coche la case correspondante ci-dessous.

Pièces	Pièce jointe	Sans objet	Nom du fichier à envoyer
Relevé d'identité bancaire ou IBAN au nom du demandeur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	RIB
Pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 750 000 €, la cotation Banque de France la plus récente	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	BDF
Attestation signée dans laquelle sont listées les aides perçues, ou demandées mais pas encore reçues par l'entreprise unique au titre du « de minimis » entreprise pendant l'exercice fiscal en cours et les deux précédents, ainsi que l'ESB demandé (annexe n°3 de la notice explicative)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	MIN
Le cas échéant, pour les entreprises ayant reçu, ou demandé mais pas encore reçu, des aides de minimis au titre d'autres règlements de minimis (règlement de minimis agricole, de minimis pêche ou de minimis SIEG), partie complémentaire de l'attestation susvisée (annexe n°3 bis de la notice explicative)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	MINBIS
Les comptes sociaux du dernier exercice clôturé en 2015 ou en 2016 certifiés par le commissaire aux comptes, l'expert comptable ou le centre de gestion agréé	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	COMPT
Un prévisionnel d'exploitation et un prévisionnel de trésorerie jusqu'à fin 2017 signés par le centre de gestion agréé, l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes et par le dirigeant de l'entreprise (modèle en annexe 1 de la notice explicative). Autre document explicatif à l'initiative de l'entreprise (facultatif)	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	PREEXP PRETRE

Fait à _____, le _____ (**obligatoire**)

Signature du représentant légal de la société et cachet de la société

RESERVE A L'ADMINISTRATION
A USAGE DE FRANCEAGRIMER - NE RIEN INSCRIRE DANS CETTE SECTION

N° de dossier : _____

Date de réception : |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|